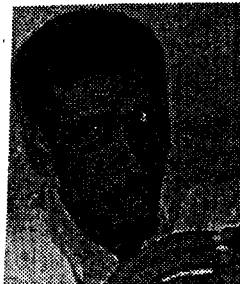
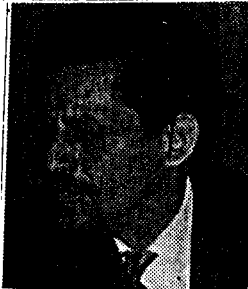
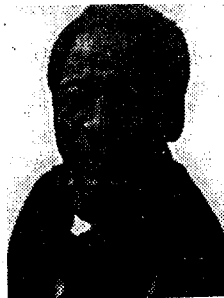


Tous pour le CMJD...

Le CMJD pour tous



Pris de court par le brusque changement du 3 août 2005, les partis politiques sont subitement entrés dans une course effrénée aux voix, laissant au CMJD et à son gouvernement l'initiative de piloter la transition à leur guise. Qu'est ce qui fait courir si vite nos hommes politiques ? Quel est le fondement nouveau de leur discours après le départ de Ould Taya ?

Tous pour le CMJD...Le CMJD pour tous

Pris de court par le brusque changement du 3 août 2005, les partis politiques sont subitement entrés dans une course effrénée aux voix, laissant au CMJD et à son gouvernement l'initiative de piloter la transition à leur guise. Qu'est ce qui fait courir si vite nos hommes politiques ? Quel est le fondement nouveau de leur discours après le départ de Ould Taya ?

Excepté le Prds et le Rdu, les partis politiques ont dans un rare élan d'unanimité, salué la chute du régime de Ould Taya. Certains, tel le Rfd, l'App, et même l'Udp, ont applaudi des mains et des pieds la révolution de palais du 3 août 2005. Passé le temps d'observation qui aura duré moins de deux mois, toutes ces formations semblent convaincues des bonnes intentions des nouveaux maîtres des lieux. Oubliant même les règles de prudence habituelle, les politiques ont souvent donné carte blanche au CMJD et à son gouvernement pour mener la transition à leur guise. C'est-à-dire, selon leur rythme et leur vision : les Comités interministériels, les Journées nationales de transition, la Mise en place de la CENI et la Programmation du calendrier électoral ont été cuisinés dans les officines du gouvernement. Les partis politiques n'ont fait que prendre le train en marche. Question de maintenir l'adhésion des leaders politiques et présenter tout au peuple comme étant de convenu.

Conséquence immédiate de cette conception unilatérale du programme politique de la transition, les rapports finaux des journées de concertation sont sortis plus flous et moins tranchés que les recommandations faites lors des travaux en atelier. Plusieurs recommandations de partis, notamment la question des réfugiés et celle de l'esclavage, ont été restitués selon la position initiale du gouvernement. Pourtant, les recommandations avancées sur ces questions, lors des travaux en ateliers étaient assez clairs. Elles préconisaient que le gouvernement se penche en profondeur et définitivement sur le problème de l'esclavage; que le gouvernement se charge aussi d'organiser, au plus vite, le retour des déportés. Des recommandations qui avaient l'avantage de résoudre pour de bon, ces deux problèmes, entre acteurs politiques nationaux, sans l'immixtion d'une puissance étrangère, conformément au souhait du gouvernement.

En restituant dans ses rapports, des recommandations taillées à la virgule près sur les positions de base, les représentants des partis politiques et ceux de la société civile, ont ramené ces épineux problèmes à leur case de départ. C'est-à-dire au statut quoi ante.

Se débattre

Pour entendre une réaction plus ou moins ferme des partis politiques, il a fallu attendre trois mois après le 3 août 2005. Exactement après que le CMJD et son gouvernement aient proposé la liste de la CENI. Chaque parti voulant éviter que les amis ou sympathisants de ses adversaires soient dans cette Commission, les hommes politiques se sont ligüés dans un

sacré élan d'hypocrisie pour faire plier les nouveaux maîtres des lieux. Ceux-ci, persuadés d'avoir gagné une manche en plaçant d'emblée huit personnes sur les quinze qui devraient composer la CENI, ont accepté de perdre la face à moitié. Ils sont sûrs que sur le reste, ils sortiront encore gagnants. Tant la carence des hommes politiques du pays et leur empressement à acquiescer les positions du pouvoir sont devenues choses acquises.

Les formations politiques sont dans l'impossibilité d'ébaucher une vision claire par rapport à la période de transition. Les discours politiques qui se fondaient sur Ould Taya, comme acteur et sujet central sont à leur limite et complètement dépassés. L'alternative à un Ould Taya éternel à leurs yeux, n'avait jamais été envisagée. Exhiber son cadavre politique aurait été la seule solution qui pouvait s'offrir dans l'immédiat pour combler le déficit. Mais aujourd'hui, le thème de «Ould Taya» ne procure pas fortune et voix. Demander des comptes à ses compagnons et co-gestionnaires serait indécent, à la limite, impoli à l'égard du Cmjd qui de la bouche de son président et de celle de son Premier ministre a soutenu que «le passé est révolu». Et le temps est assez court pour se chercher de nouveaux référents si l'on n'était pas un parti idéologique comme l'Ufp, Sawab, l'ajd. Conséquemment, les autres leaders politiques pataugent dans l'approximatif et l'espoir en ayant en ligne de mire les futures échéances électorales. Ainsi, au lieu de s'atteler à préparer des programmes électoraux fiables et présenter des propositions pertinentes par rapport aux nombreuses urgences de l'heure, les partis politiques font la course pour se positionner. Chacun s'emploie à paraître devant l'opinion comme le «chouchou» de la junte au pouvoir, dans l'espoir d'avoir une complicité aussi minime soit-elle dans l'administration et la future CENI.

Neutres

Pourtant, les militaires qu'on prend toujours au mot, ont rappelé à maintes reprises et solennellement qu'ils se situent à égale distance de tous les acteurs politiques et de l'ensemble des partis existants, «et ceux à naître» ajoutera Habib Ould Hameth, SG de la Présidence, lors de sa dernière conférence de presse en marge des concertations qui n'en finissent pas sur la composition de la CENI. M. Ould Hameth démentira aussi «les rumeurs faisant état du soutien de la junte et de son gouvernement à un individu ou à un parti déterminé».

Mais l'opinion aurait bien voulu que le ministre soit plus explicite, même si, tous les

doigts semblent aujourd'hui se pointer vers le notaire, Me Ould Haycen, un intime ami du colonel Ely Ould Mohamed Vall.. Ce «pauvre» notaire, embourbé dans la tourmente du Prds, serait-il le seul qui se targuerait aujourd'hui d'être «l'homme des militaires»? Des leaders politiques caciques dans la lutte contre le régime déchu feraient aussi campagne sur la base d'un accord tacite qu'ils auraient accepté avec les maîtres des lieux. Un contexte qui pousse les égarés du Prds et ceux des autres formations politiques, à adhérer massivement pour ceux-là.

Le ministre Habib Ould Hameth aurait du en faire cas aussi pour que le petit peuple soit rassuré. D'autant que l'anecdote la plus rabâchée aujourd'hui à Nouakchott tourne autour du candidat du Cmjd.

L'on raconte qu'un paysan venu à Nouakchott a été interpellé en ces termes : «pour qui voteras-tu aux prochaines présidentielles ? Pour Ely répondit-il. Il n'est pas candidat lui dit son interlocuteur. Je voterai alors pour le candidat qu'il aura recommandé répliqua le paysan.

Il ne fera aucune recommandation dans ce sens, chargea l'interlocuteur. Après un moment de réflexion, le paysan répondit : «je ne serai pas dupe au point de ne pouvoir déce-

ler pour qui votera Ely !»

Complicité

La proximité du pouvoir est la position la plus convoitée des Mauritaniens. Les signaux forts de la neutralité doivent être encore et toujours émis et rappelés pour que chacun soit convaincu que les militaires et leur gouvernement de transition sont neutres et vraiment neutres. Les partis politiques ou les hommes politiques qui comptent sur une complicité ou une duplicité du pouvoir en place doivent se ressaisir en concentrant leurs efforts sur la conception d'un projet de société fiable.

Il ne sert à rien de se cacher derrière un consensus imposé par une conjoncture subite et certainement éphémère, pour essayer de berner les Mauritaniens. Ceux-ci sauront le jour venu, choisir dans le tas, le meilleur des candidats. Lequel sera sûrement celui qui saura poser les problèmes de manière pertinente, présenter des projets fiables de solution et fonder son discours sur les valeurs de la vérité, de la justice, de l'égalité et de la morale politique. Le reste n'est que chimères et balivernes des vaincus d'avance.

Omar El Moctar